



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2015





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dette financière de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -58,49 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2015 s'élève à -58,49 Md€ contre -62,93 Md€ à fin juin 2014 à périmètre constant.

Cette variation s'explique essentiellement par la baisse des dépenses nettes du budget général à hauteur de 2,37 Md€ et par la hausse des recettes nettes (2,52 Md€).

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 155,84 Md€

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,49 Md€ partagés essentiellement entre le programme « Enseignement scolaire public du second degré » pour 2,58 Md€ et le programme « Enseignement scolaire public du premier degré » pour 1,69 Md€ ;

✓ Mission **Défense** : 3,54 Md€ dont 2,16 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la défense notamment » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,67 Md€ dont 0,86 Md€ au titre du programme « Police nationale » et 0,75 Md€ au titre du programme « Gendarmerie nationale » ;

Les dépenses nettes à fin juin 2015 s'élèvent à 155,84 Md€ contre 158,21 Md€ à fin juin 2014 à périmètre constant. Cet écart s'explique par les baisses conjuguées des dépenses de fonctionnement (-1,44 Md€) principalement dues au versement en 2014 de la dernière tranche de la dotation au

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,35 Md€ partagé notamment entre le programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » pour 0,79 Md€ et le programme « Accès et retour à l'emploi » pour 0,49 Md€ ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,17 Md€ dont 0,48 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » et 0,20 Md€ au titre du programme « Vie étudiante » ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,14 Md€ dont 0,95 Md€ au titre du programme « Aide à l'accès au logement ».

Mécanisme européen de stabilité et d'investissement (-1,24 Md€) suite notamment à une opération exceptionnelle intervenue en 2014 dans le cadre d'un programme d'investissement d'avenir.

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 114,42 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**TVA** : 9,67 Md€ ;

**Autres impôts directs et taxes assimilées** : 5,61 Md€ (dont 2,61 Md€ au titre de l'impôt de solidarité sur la fortune, 1,43 Md€ de recettes diverses au titre de la contribution additionnelle à l'IS notamment et 1,28 Md€ au titre des retenues à la source) ;

**Impôt sur le revenu** : 4,84 Md€ (notamment dus à la mensualisation de juin) ;

**IS** : 4,06 Md€ (acompte à échéance du 15 juin) ;

**Enregistrement, timbre et autres contributions et taxes indirectes** : 2,02 Md€ dont 1,06 Md€ de mutations à titre gratuit par décès ;

**Dividendes et recettes assimilées** : 1,32 Md€ (dividendes EDF essentiellement) ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -6,18 Md€ ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,22 Md€.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 145,15 Md€

Elles s'élevaient à 147,39 Md€ à périmètre constant à fin juin 2014, soit une baisse de 2,25 Md€. Cette variation s'explique notamment par la baisse des recettes nettes d'IS (-5,52 Md€ suite aux effets du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité et de l'emploi). Ce recul est en partie compensé par la hausse des autres impôts directs et taxes assimilées

(+1,41 Md€ dont 0,27 Md€ au titre la taxe additionnelle à la CVAE (cf focus), 0,31 Md€ de retenues à la source sur les revenus de capitaux mobiliers et 0,49 Md€ d'ISF). Les recettes nettes d'IR et les recettes d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes sont également en hausse respectivement de +1,33 Md€ et +0,94 Md€.

### Recettes non fiscales : 5,61 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2015 s'élèvent à 5,61 Md€ contre 3,66 Md€ à fin juin 2014 à périmètre constant. L'écart s'explique notamment par l'augmentation des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 1,22 Md€ (notamment en raison du recouvrement des

amendes prononcées par l'Autorité de la concurrence aux principaux fabricants de produits d'hygiène et d'entretien) et par une augmentation du produit des participations de l'Etat dans des entreprises non financières (0,75 Md€).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -38,01 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -38,01 Md€ à fin juin 2015 contre -40,50 Md€ à fin juin 2014. Cette variation s'explique essentiellement par la baisse, par rapport à l'an

passé, des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 2,29 Md€ (dont 1,08 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement).

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -17,08 Md€

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,83 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 12,80 Md€.

Le compte « **Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage** » comptabilise des dépenses pour 1,18 Md€.

Le compte « **Participation de la France au désendettement de la Grèce** » enregistre des recettes pour 0,31 Md€ correspondant à la contribution spéciale versée par la Banque de France au titre de la restitution des revenus qu'elle a perçus sur les titres grecs.

Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des recettes pour 0,32 Md€ au titre des cessions de titres de l'aéroport de Toulouse.

Au 30 juin 2015, le solde des comptes spéciaux s'établit à -17,08 Md€ contre -16,62 Md€ en juin 2014.

### Dettes financières de l'Etat au 30 juin : 1 595,27 Md€

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 97,92 Md€). Les montants des BTAN et des BTF

ont diminué respectivement de 21,71 Md€ et 13,30 Md€ depuis le début de l'année.



### **☞ Taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**

La taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) a été créée pour répondre à un besoin de financement des chambres de commerce et d'industrie (CCI).

Le produit de cette taxe est affecté au fonds de financement des CCI lequel reverse ensuite à chacune des chambres de commerce et d'industrie une part calculée selon des critères définis par la loi.

La taxe est due par les entreprises redevables de la CVAE et est payée concomitamment aux acomptes et solde de CVAE.

En 2015, le taux national de la taxe additionnelle est de 3,93% du montant de la CVAE.

L'article 31 de la loi de finances pour 2015 fixe le plafond de cette taxe affectée aux CCI à 506,12 millions €.

En cas de dépassement du plafond, il est procédé à un reversement de l'excédent du produit de la taxe au profit du budget général.

En 2015, un prélèvement exceptionnel de 500 millions € de recettes de la taxe additionnelle à la CVAE est également prévu au profit du budget de l'Etat.

La taxe additionnelle à la CVAE reversée au budget de l'Etat est retracée en recettes à la ligne « recettes diverses » du budget général à hauteur de 213 millions € au titre du reversement d'excédent et 66 millions € au titre du prélèvement exceptionnel.



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page	
	Jun	2015	2014 retraité 2014 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>5 439</b>	<b>-58 494</b>	-62 925	-59 405	6
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>20 978</b>	<b>155 839</b>	158 206	153 852	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>21 798</b>	<b>114 421</b>	111 905	111 070	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 836	45 062	43 736	43 736	
- IS *	4 060	10 138	15 654	15 654	
- TVA	9 671	68 397	68 911	68 079	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>4 618</b>	<b>-17 076</b>	-16 623	-16 623	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-1 685</b>	<b>91 992</b>			18
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>19 459</b>	<b>1 595 273</b>			19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2015	2014 retraité	2014 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	990	990
Dépenses de personnel	10 607	61 868	61 271	61 264
Dépenses de fonctionnement	3 343	25 554	26 991	27 023
Charges de la dette de l'Etat	22	20 046	20 378	20 378
Dépenses d'investissement	578	5 247	6 489	6 489
Dépenses d'intervention	6 346	41 275	41 876	37 497
Dépenses d'opérations financières	82	861	211	211
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>20 978</b>	<b>155 839</b>	<b>158 206</b>	<b>153 852</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	26 901	145 145	147 392	146 555
Recettes non fiscales	1 866	5 613	3 658	3 657
Prélèvements sur recettes	-7 397	-38 007	-40 503	-40 499
Fonds de concours	428	1 671	1 358	1 358
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>21 798</b>	<b>114 421</b>	<b>111 905</b>	<b>111 070</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>29 196</b>	<b>152 428</b>	<b>152 408</b>	<b>151 569</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>820</b>	<b>-41 418</b>	<b>-46 302</b>	<b>-42 782</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-462	2 371	2 430	2 430
Solde des comptes de concours financiers	4 848	-19 900	-19 650	-19 650
Solde des comptes de commerce	211	439	579	579
Solde des comptes d'opérations monétaires	-1 237	-1 559	-48	-48
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>4 618</b>	<b>-17 076</b>	<b>-16 623</b>	<b>-16 623</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>5 439</b>	<b>-58 494</b>	<b>-62 925</b>	<b>-59 405</b>





	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€. Juin	2015	2014 retraité	2014 exécuté
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 607</b>	<b>61 868</b>	<b>61 271</b>	<b>61 264</b>
Rémunérations d'activité	5 922	35 030	34 714	34 717
Cotisations et contributions sociales	4 598	26 421	26 144	26 134
Prestations sociales et allocations diverses	87	417	413	413
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>10 371</b>	<b>93 971</b>	<b>96 936</b>	<b>92 589</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>990</b>	<b>990</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 343</b>	<b>25 554</b>	<b>26 991</b>	<b>27 023</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 097	11 040	13 158	13 168
Subventions pour charges de service public	1 246	14 515	13 833	13 854
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>22</b>	<b>20 046</b>	<b>20 378</b>	<b>20 378</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	22	20 046	20 378	20 378
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>578</b>	<b>5 247</b>	<b>6 489</b>	<b>6 489</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	501	4 405	5 835	5 834
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	77	842	655	655
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>6 346</b>	<b>41 275</b>	<b>41 876</b>	<b>37 497</b>
Transferts aux ménages	1 902	19 738	19 328	15 271
Transferts aux entreprises	1 647	5 522	6 068	5 887
Transferts aux collectivités territoriales	624	3 693	3 732	3 656
Transferts aux autres collectivités	2 173	12 317	12 741	12 681
Appels en garantie	0	5	7	3
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>82</b>	<b>861</b>	<b>211</b>	<b>211</b>
Prêts et avances	25	36	34	34
Dotations en fonds propres	34	255	221	221
Dépenses de participations financières	23	569	-43	-43
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>20 978</b>	<b>155 839</b>	<b>158 206</b>	<b>153 852</b>



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2015		Cumul à fin juin 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>163</b>	<b>165</b>	<b>1 908</b>	<b>1 621</b>	<b>1 444</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	97	93	1 065	1 010	855
Diplomatie culturelle et d'influence	16	50	621	425	412
Français à l'étranger et affaires consulaires	50	22	212	179	177
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	1	1	9	7	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>239</b>	<b>256</b>	<b>1 433</b>	<b>1 378</b>	<b>1 223</b>
Administration territoriale	147	155	872	833	814
Vie politique, culturelle et associative	22	22	153	153	95
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	69	79	408	392	314
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>163</b>	<b>206</b>	<b>1 449</b>	<b>1 345</b>	<b>1 536</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	62	93	625	582	790
Forêt	2	20	201	195	186
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	40	37	274	227	222
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	59	57	350	341	338
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>267</b>	<b>98</b>	<b>1 160</b>	<b>1 451</b>	<b>1 542</b>
Aide économique et financière au développement	4	30	210	717	705
Solidarité à l'égard des pays en développement	262	68	951	735	837
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>24</b>	<b>47</b>	<b>1 990</b>	<b>1 938</b>	<b>2 102</b>
Liens entre la Nation et son armée	3	4	14	13	15
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	21	36	1 889	1 875	2 038
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	8	88	51	49
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>317</b>	<b>316</b>	<b>312</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	30	30	174	176	175
Conseil économique, social et environnemental	1	1	39	39	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	19	105	101	99
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS (3)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>423</b>	<b>258</b>	<b>1 408</b>	<b>1 057</b>	<b>1 145</b>
Patrimoines	135	55	443	278	321
Création	152	99	422	311	348
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	136	105	542	468	476
<b>DEFENSE</b>	<b>3 370</b>	<b>3 539</b>	<b>18 999</b>	<b>21 316</b>	<b>22 202</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	107	130	629	710	608
Préparation et emploi des forces	782	785	4 511	4 106	4 501
Soutien de la politique de la défense	2 152	2 158	11 349	11 330	10 871
Equipement des forces	329	466	2 510	5 170	4 723
Excellence technologique des industries de défense (2)	0	0	0	0	1 500
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>107</b>	<b>111</b>	<b>584</b>	<b>538</b>	<b>482</b>
Coordination du travail gouvernemental	48	46	251	236	201
Protection des droits et libertés	23	24	72	62	39
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	36	42	261	239	242
Transition numérique de l'Etat et modernisation de l'action publique (2)	0	0	0	0	0
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>523</b>	<b>630</b>	<b>4 840</b>	<b>5 020</b>	<b>4 779</b>
Infrastructures et services de transports	241	182	2 081	2 437	2 130
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	19	15	112	79	81
Météorologie	0	0	149	100	102
Paysages, eau et biodiversité	12	9	172	151	132
Information géographique et cartographique	0	0	70	47	47
Prévention des risques	7	8	103	76	83
Energie, climat et après-mines	5	116	385	366	372
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	240	299	1 768	1 765	1 831
Innovation pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Projets industriels pour la transition écologique et énergétique (2)	0	0	0	0	0
Ville et territoires durables (2)	0	0	0	0	0



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2015		Cumul à fin juin 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>104</b>	<b>102</b>	<b>790</b>	<b>696</b>	<b>640</b>
Développement des entreprises et du tourisme	54	54	467	382	323
Plan "France Très haut débit" (1)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	34	240	233	236
Stratégie économique et fiscale	14	14	84	81	80
Projets industriels (2)	0	0	0	0	0
Innovation (2)	0	0	0	0	0
Economie numérique (2)	0	0	0	0	0
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT (3)</b>	<b>178</b>	<b>1 139</b>	<b>10 988</b>	<b>6 912</b>	<b>6 160</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	144	140	778	572	556
Aide à l'accès au logement	0	951	10 090	6 139	5 352
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	34	48	120	202	252
Politique de la ville (4)	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires (3)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>20 395</b>	<b>20 236</b>	<b>23 899</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	22	22	20 046	20 046	20 378
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	7	0	11	5	3
Epargne	0	10	338	185	256
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	3 262
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque (1)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 656</b>	<b>5 487</b>	<b>34 589</b>	<b>34 147</b>	<b>33 276</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 696	1 694	9 905	9 902	9 634
Enseignement scolaire public du second degré	2 592	2 583	15 597	15 578	15 343
Vie de l'élève	361	295	3 108	2 952	2 613
Enseignement privé du premier et du second degrés	731	655	4 016	3 903	3 902
Soutien de la politique de l'éducation nationale	187	163	1 159	1 022	1 021
Internats de la réussite (2)	0	0	0	0	0
Enseignement technique agricole	89	97	803	790	762
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>987</b>	<b>1 027</b>	<b>5 813</b>	<b>5 668</b>	<b>5 681</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	782	786	4 204	4 132	4 200
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat (2)	0	0	0	0	3
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières (3)	62	95	562	538	506
Facilitation et sécurisation des échanges	120	118	853	827	813
Entretien des bâtiments de l'Etat	10	14	52	56	52
Fonction publique	13	14	142	115	106
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>59</b>	<b>59</b>	<b>317</b>	<b>257</b>	<b>225</b>
Immigration et asile	54	56	305	248	219
Intégration et accès à la nationalité française	5	3	13	8	7
<b>JUSTICE</b>	<b>677</b>	<b>653</b>	<b>3 648</b>	<b>3 889</b>	<b>3 791</b>
Justice judiciaire	262	259	1 471	1 596	1 530
Administration pénitentiaire	223	248	1 318	1 536	1 548
Protection judiciaire de la jeunesse	55	67	421	372	365
Accès au droit et à la justice	89	48	278	236	218
Conduite et pilotage de la politique de la justice	47	30	159	147	129
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	2	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>42</b>	<b>92</b>	<b>394</b>	<b>295</b>	<b>396</b>
Presse	2	3	91	96	148
Livre et industries culturelles	3	53	225	122	122
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	37	37	78	78	132
Action audiovisuelle extérieure (2)	0	0	0	0	-5



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2015		Cumul à fin juin 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>101</b>	<b>505</b>	<b>1 419</b>	<b>1 252</b>	<b>1 278</b>
Emploi outre-mer	39	449	1 186	968	971
Conditions de vie outre-mer	62	57	233	284	307
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>95</b>	<b>86</b>	<b>445</b>	<b>348</b>	<b>454</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	6	28	24	109	109
Interventions territoriales de l'Etat	3	1	1	12	10
Politique de la ville (4)	86	57	420	228	335
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>988</b>	<b>988</b>	<b>990</b>
Présidence de la République	0	0	100	100	102
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>6 552</b>	<b>1 169</b>	<b>23 070</b>	<b>14 124</b>	<b>13 555</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	5 940	76	12 124	6 250	6 286
Vie étudiante	492	200	2 196	1 615	1 540
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	11	482	5 638	3 806	3 049
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (2)	0	0	0	0	0
Recherche spatiale	0	0	1 279	716	1 070
Ecosystèmes d'excellence (2)	0	0	0	0	0
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	3	166	1 035	1 024	842
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (2)	0	0	0	0	0
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	77	187	415	419	515
Recherche duale (civile et militaire)	0	16	89	89	60
Recherche culturelle et culture scientifique	3	0	100	27	2
Enseignement supérieur et recherche agricoles	25	42	194	178	190
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>452</b>	<b>1 071</b>	<b>5 098</b>	<b>4 263</b>	<b>4 407</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	38	900	2 985	2 817	2 931
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	71	782	426	413
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	413	100	1 332	1 019	1 062
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>582</b>	<b>422</b>	<b>1 878</b>	<b>1 578</b>	<b>1 872</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements (3)	573	396	1 716	1 376	1 543
Concours financiers aux départements (2)	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions (2)	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	9	26	162	201	329
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>14 387</b>	<b>14 385</b>	<b>51 858</b>	<b>51 847</b>	<b>46 004</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	13 766	13 763	49 471	49 460	43 484
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	622	622	2 388	2 388	2 520
<b>SANTE</b>	<b>45</b>	<b>296</b>	<b>1 059</b>	<b>752</b>	<b>716</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	24	438	247	254
Protection maladie	41	272	620	505	461
<b>SECURITES</b>	<b>1 609</b>	<b>1 671</b>	<b>9 351</b>	<b>8 993</b>	<b>8 815</b>
Police nationale	882	860	4 870	4 769	4 614
Gendarmerie nationale	669	747	4 241	4 008	3 991
Sécurité et éducation routières	4	2	14	9	51
Sécurité civile	55	62	226	207	159



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2015		Cumul à fin juin 2014 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>110</b>	<b>428</b>	<b>13 968</b>	<b>8 748</b>	<b>9 072</b>
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire (3)	33	38	2 319	1 111	1 229
Actions en faveur des familles vulnérables (2)	0	0	0	0	0
Handicap et dépendance	5	309	10 608	6 717	6 929
Egalité entre les femmes et les hommes	4	4	9	7	9
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	68	77	1 032	913	904
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>17</b>	<b>30</b>	<b>330</b>	<b>265</b>	<b>308</b>
Sport	13	27	186	145	175
Jeunesse et vie associative	4	4	144	120	133
Projets innovants en faveur de la jeunesse (2)	0	0	0	0	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>791</b>	<b>1 346</b>	<b>9 122</b>	<b>6 448</b>	<b>5 907</b>
Accès et retour à l'emploi	682	485	6 106	4 278	3 654
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	47	793	2 509	1 758	1 868
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	8	126	51	32
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	61	381	362	353
Formation et mutations économiques (2)	0	0	0	0	0
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>37 800</b>	<b>35 362</b>	<b>229 610</b>	<b>207 686</b>	<b>204 210</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>23 413</b>	<b>20 978</b>	<b>177 751</b>	<b>155 839</b>	<b>158 206</b>

(1) programme crée en 2015

(2) programme supprimé en 2015

(3) changement de libellé en 2015

(4) programme ayant changé de mission en 2015



	Mois		Cumul à fin juin	
	Jun	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>5 030</b>	<b>45 934</b>	<b>44 668</b>	<b>44 668</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>248</b>	<b>798</b>	<b>881</b>	<b>876</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>12 493</b>	<b>29 806</b>	<b>30 326</b>	<b>30 326</b>
Impôt sur les sociétés	12 203	29 166	29 680	29 680
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	290	640	646	646
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>5 608</b>	<b>9 317</b>	<b>7 907</b>	<b>7 907</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	46	351	326	326
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 276	2 625	2 317	2 317
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	23	23
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	7	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	2 611	3 291	2 804	2 804
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	33	33	1	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	12	113	64	64
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	11	90	90
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	10	8	8
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	15	15	15
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	35	41	41
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	178	180	4	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	6	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	27	54	54
Recettes diverses	1 433	2 612	2 152	2 152
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 329</b>	<b>5 850</b>	<b>6 090</b>	<b>6 090</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>14 558</b>	<b>95 145</b>	<b>94 316</b>	<b>93 485</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 020</b>	<b>10 142</b>	<b>9 206</b>	<b>9 206</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	21	183	177	177
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	74	75	75
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	3	5	5
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	151	806	601	601



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€.	Juin	2015	2014 retraité
Mutations à titre gratuit par décès	1 061	4 682	4 046	4 046
Contribution de sécurité immobilière	48	273	279	279
Autres conventions et actes civils	41	227	278	278
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	188	178	178
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	10	58	40	40
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	92	103	103
Timbre unique	5	56	107	107
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	238	403	158	158
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	4	24	15	15
Taxe générale sur les activités polluantes	2	112	165	165
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	14	14	14
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	14	84	85	85
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	4	26	25	25
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	26	25	25
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	26	26
Taxe de l'aviation civile	5	35	72	72
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	2	26	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	187	1 056	1 002	1 002
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	65	314	329	329
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	5	187	221	221
Prélèvement sur les paris sportifs	6	97	82	82
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	29	31	31
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	7	7
Taxe sur les transactions financières	69	413	378	378
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Autres taxes	7	48	73	73
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>41 285</b>	<b>196 992</b>	<b>193 395</b>	<b>192 558</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>26 901</b>	<b>145 145</b>	<b>147 392</b>	<b>146 555</b>



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2015	2014 retraité	2014 exécuté
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>1 315</b>	<b>1 946</b>	<b>1 151</b>	<b>1 151</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	6	6	11	11
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	110	54	54
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 309	1 830	1 085	1 085
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>119</b>	<b>791</b>	<b>924</b>	<b>922</b>
Revenus du domaine public non militaire	18	120	132	132
Autres revenus du domaine public	3	70	188	188
Revenus du domaine privé	6	26	21	21
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	18	78	72	72
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	73	466	488	486
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	23	12	12
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	7	10	10
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>77</b>	<b>457</b>	<b>443</b>	<b>443</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	42	192	172	172
Autres frais d'assiette et de recouvrement	33	255	254	254
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	2	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	4	9	9
Autres recettes diverses	1	4	5	5
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>69</b>	<b>177</b>	<b>168</b>	<b>168</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	16	65	61	61
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	3	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	4	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	0	24	26	26
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	48	64	66	66
Autres avances remboursables sous conditions	1	2	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	13	8	8





	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2015	2014 retraité	2014 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2015	2014 retraité	2014 exécuté
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>151</b>	<b>1 471</b>	<b>256</b>	<b>256</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	84	1 037	33	33
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	93	16	16
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	2	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	63	327	192	192
Frais de poursuite	1	5	6	6
Frais de justice et d'instance	1	5	4	4
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	2	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>136</b>	<b>770</b>	<b>717</b>	<b>717</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	236	64	64
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	25	95	72	72
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	4	4
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	47	47	18	18
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	4	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	5	5
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3
Récupération d'indus	2	15	15	15
Recouvrements après admission en non-valeur	12	62	78	78
Divers versements de l'Union européenne	0	14	14	14
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	12	11	11
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	1	8	11	11
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	14	106	155	155
Produits divers	16	50	71	71
Autres produits divers	10	108	190	190
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 866</b>	<b>5 613</b>	<b>3 658</b>	<b>3 657</b>



	Mois		Cumul à fin juin	
	Jun	2015	2014 retraité	2014 exécuté
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-6 176	-24 815	-27 102	-27 098
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-5 281	-21 178	-22 256	-22 252
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-6	-6	-6
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-350	-1 496	-1 545	-1 545
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-114	-179	-882	-882
Dotation élu local	-57	-65	-64	-64
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-19	-20	-20
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-5	-13	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-28	-21	-21
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-1	-2	-1	-1
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-278	-1 665	-1 656	-1 656
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-66	-100	-381	-381
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (2)	0	0	-63	-63
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-15	-20	-140	-140
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	-1	-1
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	-1	-1
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-41	-41	-41
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	-22	-22
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	0	-2	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 222</b>	<b>-13 192</b>	<b>-13 401</b>	<b>-13 401</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-7 397</b>	<b>-38 007</b>	<b>-40 503</b>	<b>-40 499</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	410	1 523	1 245	1 245
Fonds de concours - coopération internationale	18	148	113	113
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>428</b>	<b>1 671</b>	<b>1 358</b>	<b>1 358</b>

(1) ligne créée en 2015

(2) ligne supprimée en 2015



unité : million d'€.

	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté	2015	2014 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 907</b>	<b>5 445</b>	<b>31 711</b>	<b>32 549</b>	<b>34 082</b>	<b>34 979</b>	<b>2 371</b>	<b>2 430</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	23	111	113	158	173	46	59
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	100	148	619	630	725	719	106	89
Développement agricole et rural	23	3	36	11	114	98	78	87
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	34	31	179	137	187	188	8	51
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 183	187	1 186	3	1 471	671	285	668
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	26	32	154	124	253	302	98	178
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat	0	0	-4	-1	0	0	4	1
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	309	0	501	309	399	309	-102
Participations financières de l'Etat	14	321	1 619	3 662	1 495	3 469	-124	-193
Pensions	4 508	4 390	27 592	27 345	29 152	28 943	1 560	1 598
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	18	0	218	24	219	19	1	-5
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>8 159</b>	<b>13 008</b>	<b>49 630</b>	<b>54 405</b>	<b>29 730</b>	<b>34 755</b>	<b>-19 900</b>	<b>-19 650</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	13	30	115	43	43	13	-72
Avances à l'audiovisuel public	306	171	1 833	1 776	1 152	977	-682	-798
Avances aux collectivités territoriales	7 832	12 799	47 222	46 192	28 311	27 345	-18 911	-18 847
Avances aux organismes de sécurité sociale (1)	0	0	0	6 181	0	6 187	0	6
Prêts à des Etats étrangers	20	13	464	87	179	188	-285	101
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2	12	80	54	46	15	-34	-39
<b>Comptes de commerce</b>	<b>189</b>	<b>399</b>	<b>22 914</b>	<b>23 472</b>	<b>23 353</b>	<b>24 051</b>	<b>439</b>	<b>579</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires	58	165	283	333	466	466	184	133
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	14	73	78	76	77	3	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 192	1 265	1 192	1 339	0	74
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	44	60	196	176	377	346	181	170
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	69	147	21 141	21 593	21 198	21 785	57	191
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	1	2	1	0	0	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	10	20	17	34	29	14	13
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	9	8	10	9	1	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>1 391</b>	<b>154</b>	<b>3 445</b>	<b>1 298</b>	<b>1 886</b>	<b>1 250</b>	<b>-1 559</b>	<b>-48</b>
Emission des monnaies métalliques	15	36	87	94	106	108	20	15
Opérations avec le Fonds Monétaire International	1 376	118	3 342	1 205	1 770	1 140	-1 573	-65
Pertes et bénéfices de change	0	0	16	0	9	3	-6	3
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>15 646</b>	<b>19 006</b>	<b>107 700</b>	<b>111 723</b>	<b>89 051</b>	<b>95 035</b>	<b>-18 649</b>	<b>-16 688</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>14 270</b>	<b>18 888</b>	<b>104 357</b>	<b>110 519</b>	<b>87 281</b>	<b>93 896</b>	<b>-17 076</b>	<b>-16 623</b>

(1) mission supprimée en 2015



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2015
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	602	254	856
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	-1	2
	Autres organismes à caractère financier	218	20	238
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>833</b>	<b>273</b>	<b>1 106</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	926	-550	376
	Départements	4 624	-2 019	2 605
	Communes	18 472	-185	18 288
	HLM	360	-21	339
	Autres CEPL	19 448	-867	18 581
	<b>Total CEPL</b>	<b>43 831</b>	<b>-3 642</b>	<b>40 189</b>
	<b>Hôpitaux</b>	<b>4 287</b>	<b>56</b>	<b>4 343</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	9 959	2 419	12 377
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 868	570	4 438
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 660	-216	2 444
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	763	410	1 174
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>17 251</b>	<b>3 183</b>	<b>20 433</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>10 788</b>	<b>-443</b>	<b>10 346</b>
<b>Communautés européennes</b>	<b>1 906</b>	<b>-1 354</b>	<b>552</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	46	9	56	
GIP	577	171	748	
EPL	1 931	747	2 677	
Autres correspondants	12 163	-688	11 476	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	38	-38	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>14 756</b>	<b>201</b>	<b>14 957</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>93 651</b>	<b>-1 725</b>	<b>91 927</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	353	-288	65
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	40	-40	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>394</b>	<b>-328</b>	<b>65</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>94 045</b>	<b>-2 053</b>	<b>91 992</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>94 045</b>	<b>-2 053</b>	<b>91 992</b>



	Solde au 31/12/2014	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2015
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 527 562</b>	<b>62 912</b>	<b>1 590 474</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 352 277</b>	<b>76 209</b>	<b>1 428 486</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 196 543	97 917	1 294 460
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 019 548	86 244	1 105 792
- <i>taux variable</i>	157 169	11 181	168 350
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	155 734	-21 709	134 025
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	143 437	-18 646	124 792
- <i>taux variable</i>	11 720	-3 011	8 709
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>175 285</b>	<b>-13 297</b>	<b>161 988</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	175 285	-13 297	161 988
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>4 758</b>	<b>42</b>	<b>4 800</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 532 320</b>	<b>62 953</b>	<b>1 595 273</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2014 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2014 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2015.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.